

Qu'ont-ils fait du cerveau de nos enfants ?



MANIFESTATIONS ETUDIANTES

Les dernières évaluations réalisées chez les élèves du primaire marquent une baisse violente et généralisée du niveau scolaire. Les membres de SOS Éducation martèlent l'urgence d'une réforme. Les grands syndicats d'enseignants lancent des opérations de déstabilisation pour s'opposer aux réformes.

Un tiers des élèves de CM2 sont incapables d'écrire correctement la phrase : "Le soir tombait". Tel est le douloureux constat des tests réalisés par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale. Ces résultats, publiés fin janvier 2009, mettent en évidence une baisse spectaculaire du niveau scolaire au cours

des 20 dernières années, qui touche l'ensemble des connaissances de base : lecture, calcul et écriture. Et malheureusement, ces piètres performances ne sont nullement compensées par la suite. En témoignent les inquiétants résultats, publiés en janvier également, d'une courte dictée donnée à 1 348 lycéens de seconde en septembre 2008 : 86 % d'entre eux n'ont pas eu la moyenne, et les deux tiers ont eu le zéro ! (voir p. suivante).

XAVIER DARCOS FACE AUX SYNDICATS D'ENSEIGNANTS

C'est dans ces circonstances qu'une délégation de SOS Éducation s'est rendue au ministère, pour déposer la plus grande cargaison jamais réunie par l'association : 78 000 pétitions exhortant le minis-

tre à reprendre le système scolaire d'une main de fer.

Rendez-vous a été fixé avec le cabinet ministériel le 27 mars 2009 pour trouver une solution de sortie à la crise.

Car malgré ces résultats déplorables, il serait naïf d'imaginer que les responsables fassent leur mea culpa. Bien au contraire, les grands syndicats de l'Éducation nationale, qui ont toujours milité pour l'abandon des méthodes traditionnelles d'enseignement, suscitent un peu partout des mouvements pour empêcher le retour aux classiques souhaité par l'écrasante majorité des parents, et repris - dans une certaine mesure - par le ministre Xavier Darcos.

À la tête des opposants, le SNUipp (tendance communiste), devenu aujourd'hui le principal syndicat d'instituteurs, appelle les

▲ 17 % des élèves ne maîtrisent pas correctement la lecture à l'entrée en 6^{ème}. Ces résultats n'entament cependant pas les certitudes des zéloteurs de la méthode globale, qui critiquent aujourd'hui le « retour aux fondamentaux » voulu par Xavier Darcos.

Qu'ont-ils fait du cerveau de nos enfants ?

Suite de la page 1

► Aldric Boulangé, délégué général adjoint de SOS Éducation, dépose au ministère de l'Éducation nationale 80 000 pétitions signées. Suite à ce dépôt, rendez-vous a été fixé au cabinet du ministre de l'Éducation le 27 mars 2008 à 14h30.

enseignants à boycotter les évaluations officielles : plutôt que de combattre la maladie, ils préféreraient casser le thermomètre.

Dans son sillage, des milliers d'instituteurs ont déclaré qu'ils refusaient d'appliquer la réforme de l'école primaire qui prône un retour - fort limité - à certaines méthodes de bon sens, comme l'apprentissage des règles de grammaire, de la conjugaison, et des tables de multiplication. À l'exemple d'un instituteur de Colomiers (Haute-Garonne), Alain Refalo, très engagé politiquement, et à l'appel de Jack Lang, ils cherchent à faire gonfler le mouvement. Si le ministre de l'Éducation Xavier Darcos les laisse faire, ce renoncement signera la fin de l'autorité ministérielle sur les enseignants.

être payés sans que cela n'implique en retour aucun devoir d'obéissance de leur part.

Ils sont minoritaires mais se comptent néanmoins en dizaines de milliers. Cela pose des problèmes très graves quand le ministre prend une décision, et que, sur le terrain, les enseignants refusent de l'appliquer."

Inquiétante également est l'absence de réaction des citoyens face à ces abus. Les actions publiques de SOS Éducation, pétitions nationales en tête, prennent dans ces circonstances un relief et une importance particuliers. En déposant 40 kg de



pétitions au ministère, au plus fort du conflit, l'association a montré une fois de plus qu'elle est la seule force favorable aux changements qui mobilise les citoyens à grande échelle. ■

■ Précurseur

Alain Refalo a eu un prédécesseur en la personne de Bastien Cazals, directeur d'école et enseignant à Montpellier. Celui-ci a écrit en novembre 2008 à Nicolas Sarkozy pour l'informer de son refus d'appliquer la réforme du primaire.

■ LETTRE DE SOUTIEN À L'INSPECTEUR D'ACADÉMIE

C'est pourquoi SOS Éducation a lancé une campagne de pétitions pour exhorter Xavier Darcos à révoquer pour faute Alain Refalo et à sanctionner les enseignants qui le suivent.

Alors que l'inspecteur d'Académie de Haute-Garonne était accablé de menaces parce qu'il avait donné la consigne de ne pas payer à Alain Refalo les heures qu'il n'avait pas effectuées, la présidente de SOS Éducation, Claire Polin, lui a adressé une lettre de soutien, au nom des 80 000 membres de l'association.

"Nous sommes aujourd'hui dans une situation très particulière à l'Éducation nationale, qui s'apparente à une sorte d'anarchie", analyse Claire Polin. "Certains enseignants considèrent qu'ils ont un droit à vie à

■ DICTÉE CATASTROPHE : 60 % DES LYCÉENS ONT ZÉRO

Nous publions ci-dessous le texte de la dictée donnée en septembre 2008 à 1 348 lycéens de seconde. Les deux tiers d'entre eux ont eu zéro.

L'atelier 76

"Gilles ouvrit le battant d'une lourde porte et me laissa le passage. Je m'arrêtai et le regardai. Il dit quelque chose, mais je ne pouvais plus l'entendre, j'étais dans l'atelier 76. Les machines, les marteaux, les outils, les moteurs de la chaîne, les scies mêlaient leurs bruits infernaux et ce vacarme insupportable, fait de grondements, de sifflements, de sons aigus, déchirants pour l'oreille, me sembla tellement inhumain que je crus qu'il s'agissait d'un accident, que ces bruits ne s'accordant pas ensemble, certains allaient cesser. Gilles vit mon étonnement.

- C'est le bruit, cria-t-il dans mon oreille.

Il n'en paraissait pas gêné. L'atelier 76 était immense. Nous avançâmes, enjambant des chariots et des caisses, et quand nous arrivâmes devant les rangées des machines où travaillaient un grand nombre d'hommes, un hurlement s'éleva, se prolongea, repris, me sembla-t-il, par tous les ouvriers de l'atelier. Gilles sourit et se pencha vers moi.

- N'ayez pas peur. C'est pour vous. Chaque fois qu'une femme rentre ici, c'est comme ça.

Je baissai la tête et marchai, accompagnée par cette espèce de "Ah !" rugissant qui s'élevait maintenant de partout. À ma droite, un serpent de voitures avançait lentement, mais je n'osais regarder."

Claire Etcherelli, *Élise ou la vraie vie*. ■

« La bataille des idées est une nécessité absolue »

Rencontre avec David Mascré, directeur de l'I.R.I.É.



PROFIL

Titulaire d'un doctorat de mathématiques et d'un doctorat en philosophie, David Mascré, chargé de cours à l'université Paris V et à l'École des Hautes Études Internationales, dirige l'Institut de Recherche Indépendant pour l'Éducation (I.R.I.É.), le centre de recherche de SOS Éducation. Il en explique ici les enjeux.

■ Qu'est-ce que l'I.R.I.É. ?

Fruit d'une initiative commune de l'association SOS Éducation, d'universitaires et d'enseignants, l'Institut de Recherche Indépendant pour l'Éducation est un organisme de recherche privé – il ne reçoit aucun financement public – et sans but lucratif. Créé en 2008, il œuvre à la définition et à la promotion d'une philosophie de l'éducation adaptée à notre temps.

Cette initiative ambitieuse était très attendue dans le milieu de l'éducation, car depuis plus de quarante ans, la recherche en éducation a été colonisée par un

groupe d'idéologues qui ont fait de la pédagogie une arme au service de leur combat politique, en faveur d'un égalitarisme radical.

L'I.R.I.É. a pour mission au contraire de proposer des solutions et des analyses originales pour restaurer les conditions de la meilleure transmission possible des connaissances et de la culture aux jeunes générations. Nous menons actuellement des recherches fondamentales en philosophie et histoire de l'éducation et nous formulons des propositions de réformes destinées à informer et à aider les décideurs politiques. Depuis sa création en 2008, l'IRIE a publié deux livres, 21 "Cahiers de l'éducation", le premier numéro de sa revue, la "Nouvelle Revue de l'Éducation", et de nombreux commentaires d'actualité. En outre, nous sommes en train d'organiser un cycle de conférences et un colloque, qui auront lieu en 2009.

■ À quoi servent les publications de l'I.R.I.É. ?

Nos publications servent à alimenter le monde intellectuel d'analyses originales et indépendantes sur l'éducation, et à proposer de nouvelles pistes de recherche pour les experts.

Pour ce faire, nous contribuons à tous les grands champs de réflexion sur l'éducation. Notre pôle "histoire" mène des travaux sur les racines de la crise de l'école ; notre pôle "philosophie" développe une analyse critique des "sciences de l'éducation" ; notre pôle "avenir" publie

des recherches sur la prospective et les nouvelles dynamiques éducatives à l'œuvre.

■ À quoi servent vos experts ?

À l'heure actuelle, les "pédagogistes" continuent à faire la pluie et le beau temps dans des organismes centraux de l'Éducation nationale, de l'Institut National de la Recherche Pédagogique aux Instituts Universitaires de Formation des Maîtres, les IUFM. Cela n'est pas anodin, car il ne faut jamais sous-estimer l'influence des experts. Par une sorte de mécanisme bien huilé, leurs idées emportent la conviction des intellectuels "non spécialistes", puis, une fois vulgarisées, gagnent le grand public – c'est-à-dire, dans le cas de l'École, les recteurs, les inspecteurs, les chefs d'établissement et les enseignants, puis les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes.

Un professeur qui se trouve confronté à des problèmes pratiques va s'appuyer sur une vision du monde qui a été préalablement développée par des experts, et adopter les solutions qu'ils préconisent. Leur rôle est donc fondamental. Ils deviennent des référents intellectuels. D'où la nécessité de contrebalancer l'influence des experts "pédagogistes", dont les idées pernicieuses sont à la racine de la crise de l'École, par la naissance d'une nouvelle génération d'experts, capables de développer une pensée alternative et féconde. C'est ce à quoi nous travaillons grâce au soutien décisif de SOS Éducation. ■

► David Mascré,
directeur de l'IRIE.



■ Publications

Les publications de l'Institut de Recherche Indépendant pour l'Éducation, sont disponibles gratuitement sur le site www.recherche-education.org ou au format papier au prix de 3 euros.

Pour commander :
Par courrier à
SOS Éducation,
8, rue Jean-Marie
Jégo 75013 Paris
Par téléphone au
01 45 81 22 67.

SOS Éducation : le secret d'une réussite

UNE EQUIPE EFFICACE

Ils ont commencé à rire quand quelques bénévoles se sont levés pour affronter le système de l'Éducation nationale. Mais quel ne fut pas leur étonnement de voir cette « petite » association dépasser en nombre d'adhérents la plupart des partis politiques et des syndicats...

▶ Isabelle Hannart s'exprime lors d'une conférence donnée par SOS Éducation.

■ Lobbying

La raison d'être de SOS Éducation est de faire pression sur les pouvoirs publics, afin qu'ils mettent en œuvre des réformes de bon sens dans les écoles. La force de l'association repose tout entière sur la détermination de ses 80 000 membres, qui soutiennent ses actions et appuient par des pétitions et des campagnes d'envoi de cartes postales aux élus, ses demandes de réformes.

Beaucoup s'étonnent de la croissance fulgurante de SOS Éducation dans le débat scolaire, et ce, sans être soutenue par aucun parti, ni aucune organisation existante, ni bénéficiaire de subventions publiques. Un tel succès doit bien cacher quelque chose...

L'association a été créée le 15 novembre 2001 par **Sylvain Marbach**, ingénieur de recherche, et **Domitille Létondot**, psychologue scolaire. Sylvain Marbach avait lui-même été scolarisé dans une ZEP : seringues dans les toilettes, couteaux dans les cartables, tables renversées pendant la classe, il avait connu la dure réalité des établissements difficiles, où le dialogue est rompu entre la direction et les élèves et l'autorité, bafouée. Devenu père de famille, et secrétaire de l'association, il ne voulait pas que ses enfants soient victimes d'un système scolaire qui aurait pu mettre leur avenir en péril.

Ils n'étaient alors qu'un petit nombre. **Isabelle Hannart**, qui signe la plupart des lettres de SOS Éducation, a bien sûr beaucoup contribué au mouvement. Mais l'énergie d'une mère de famille, fût-elle diplômée

d'Imperial College de Londres, peut-elle suffire à faire grossir une association de plusieurs dizaines de milliers de membres en quelques années et provoquer des changements contre l'inertie du système scolaire ?



UNE ANGOISSE DE PARENTS À EFFET BOULE DE NEIGE

C'est d'ailleurs ce qui a fait hésiter **Claire Polin** à accepter le poste de présidente en 2007. Ancienne diplomate, Claire se dévouait depuis des années auprès d'enfants en difficulté scolaire. Si elle a finalement accepté, c'est qu'elle avait discerné la vraie force de l'association : les membres bénévoles du bureau ont eu, dès le début, l'intuition de s'entourer d'une équipe de professionnels, aux compétences avérées et complémentaires, avec une forte expérience de l'éducation, à la tête de familles nombreuses pour la plupart.

Ils ont confié à **Vincent Laarman**, diplômé de l'ESCP, la charge du développement comme délégué général. Père de cinq enfants, il est très conscient

de l'urgence de cette cause. Vincent maîtrise à la perfection les outils modernes de communication, de l'Internet à l'organisation de campagnes nationales d'information. Son expérience associative est bien ancrée dans la vie militante : quand il n'est pas à SOS Éducation, il contribue bénévolement au développement de l'Institut Pour la Justice, une association présidée bénévolement également par son épouse Marie-Laure Jacquemond.

À ses côtés, **Aldric Boulangé**, délégué général adjoint, est le porte-parole de SOS Éducation. Après avoir été directeur des programmes dans le supérieur, il a été appelé pour coordonner les efforts de l'équipe des permanents. Mais il est aussi responsable des relations publiques : il est en contact permanent avec les institutions pour faire passer les réformes de SOS Éducation, apportant les pétitions, les référendums signés par les membres de l'association, et témoignant devant les pouvoirs publics de leurs préoccupations. Les membres fondateurs ont toujours tenu à ce que SOS Éducation soit le porte-parole, le bras armé de ses membres auprès des parlementaires, du gouvernement, et du ministère de l'Éducation. Chaque fois qu'Aldric participe à une rencontre, c'est la voix des 80 000 membres de SOS Éducation qui s'exprime.

Il fallait aussi des compétences en rédaction, pour informer les membres de l'association de l'actualité, et rédiger des articles. Historien de formation,



► Photo prise en 2008 à la Questure de l'Assemblée nationale lors de la remise du Prix de l'Excellence éducative par SOS Éducation.
De gauche à droite : Vincent Laarman, Éric Bertrand, Claire Polin, Virginie Brèard, Émilienne Gnéba, Florence du Page, Isabelle de Lassus et Aldric Boulangé.

Éric Bertrand est journaliste depuis 26 ans dans différentes publications de la presse générale et associative. Il a pris la fonction de rédacteur en chef de SOS Éducation. Il réagit à l'actualité dans les brèves sur Internet et les notes de l'éducation. Il dirige pour l'association une équipe de journalistes qui enquêtent sur le terrain.

Mais les réformes de l'éducation doivent s'appuyer sur une réflexion plus profonde. C'est pourquoi l'IRIÉ, le laboratoire d'idées de SOS Éducation, a été fondé en 2007 (voir p. 3). **David Mascré** en est le directeur. Universitaire, docteur en mathématiques et en philosophie, il est chargé de cours à l'université Paris V. Il fait travailler des chercheurs, des professeurs, des universitaires et des éducateurs sur des solutions aux grands défis du système scolaire, et sélectionne leurs travaux.

Toutes ces publications sont mises en forme par une rédactrice graphiste, **Virginie Brèard**. Également diplômée de droit et forte d'une grande polyvalence, elle gère les sites Internet de SOS Éducation et de l'IRIÉ, les contacts avec les prestataires, organise la mise en place des

campagnes, des congrès et autres rassemblements de SOS Éducation (voir encadré).

Venu du milieu audiovisuel, **Éric Galland** est responsable de la diffusion. Sa formation initiale en philosophie lui permet de répondre aux besoins de l'association. Il est chargé de la diffusion des publications auprès des différents acteurs de l'éducation, responsables et élus politiques. Il prépare les futurs outils pour frapper plus fort : un nouveau site Internet, un réseau de membres actifs en régions, des cycles de conférences...

TOUS UNIS POUR SAUVER LE SYSTÈME SCOLAIRE

D'autres personnes sont tournées vers les membres actifs de SOS Éducation.

Titulaire d'un diplôme de droit et après avoir été juriste d'affaires pour de grandes entreprises, **Florence du Page** est chargée des relations avec les donateurs pour lesquels elle gère le suivi administratif, bancaire.

Isabelle de Lassus, est chargée des relations avec les membres. Diplômée de droit, licenciée en histoire, ancienne élève de

Sciences Po et ancienne assistante parlementaire, elle a adhéré à SOS Éducation dès sa création.

Enfin, toute cette organisation demande le soutien patient et quotidien de trois autres personnes. **Émilienne Gneba** est la comptable de SOS Éducation. **Yaëlle Couppé** et **Nadine Eva** quant à elles, traitent l'abondant courrier et les demandes d'information avec compétence et efficacité. Elles accueillent tous ceux qui contactent téléphoniquement SOS Éducation.

Voilà la vraie force de SOS Éducation. Seuls, ses fondateurs n'auraient rien pu faire. Mais le levier des 80 000 membres permet aujourd'hui d'assiéger la citadelle la mieux défendue du pays... ■

■ **Expertise**
Fondé en 2007, l'IRIÉ, laboratoire d'études de SOS Éducation, fait appel à la collaboration d'experts, chercheurs et universitaires, qui travaillent sur trois pôles : histoire de l'éducation, philosophie de l'éducation et prospectives.

Les 1^{ères} rencontres
régionales
de SOS Éducation

À Lyon
Le 14 mai 2009

Pour davantage d'informations,
contactez-nous au :
01 45 81 22 67

Deux avancées pour SOS Éducation

CAMPAGNE

Dans un environnement très hostile, SOS Éducation enregistre néanmoins deux avancées. Xavier Darcos est revenu sur deux projets, contre lesquels l'association l'avait mis en garde : la réforme du lycée et la semaine de quatre jours.

Massivement mobilisés contre la semaine de quatre jours à l'école primaire, les 80 000 membres de SOS Éducation avaient adressé, en octobre 2008, des milliers de pétitions au ministre de l'Éducation pour lui demander de renoncer à ce funeste projet. En effet, la suppression des cours du samedi matin et le regroupement des cours sur quatre jours seulement auraient abouti à prolonger encore des journées scolaires déjà extrêmement denses.

Des experts tels que le chronobiologiste Hubert Montagner avertissaient que les enfants seraient *“encore plus fatigués, stressés, démotivés, culpabilisés”*.

Comment seraient-ils restés attentifs et concentrés sur leur travail, dans ces conditions ?

Le ministre s'est finalement

rendu aux arguments des opposants à ce projet : le 4 février dernier, il a déclaré voir *“beaucoup d'avantages”* à ce que les écoles primaires renouent avec un rythme scolaire de quatre jours et demi hebdomadaires. Dans la foulée, il a ouvert la possibilité que soit restaurée la demi-journée d'école supplémentaire le mercredi au lieu du samedi matin. Les enfants retrouveront donc leurs heures perdues.

RESTER VIGILANT SUR LES PROPOSITIONS À VENIR

Le retrait de la réforme du lycée représente une autre avancée. Inspirée des idées de Philippe Meirieu (voir p. 8), cette réforme allait dans le sens contraire des nouveaux programmes du primaire, que les 80 000 membres de SOS Éducation avaient soutenus. Elle prévoyait notamment de casser les filières traditionnelles d'enseignement et le rythme scolaire annuel, en mettant en place des *“modules”* d'enseignement d'une durée semestrielle. On aurait ainsi transformé le lycée en une sorte de pré-université, délivrant des enseignements incohérents et sans structure logique.

SOS Éducation a immédiatement publié une étude intitulée *Réforme du lycée : pourquoi nous sommes contre*, dans laquelle elle présentait tous les arguments contre une telle réforme, et plaçait au contraire pour un redressement du lycée fondé sur une meilleure transmission des connaissances et une vérification systématique des acquis du collège par un examen.

Cette publication a été largement diffusée, en particulier auprès des services du ministre Xavier Darcos. Voyant par ailleurs les lycéens descendre dans la rue - pour des raisons tout autres que celles de SOS Éducation... - il a compris qu'il avait réussi à faire l'unanimité contre son projet et a préféré renoncer.

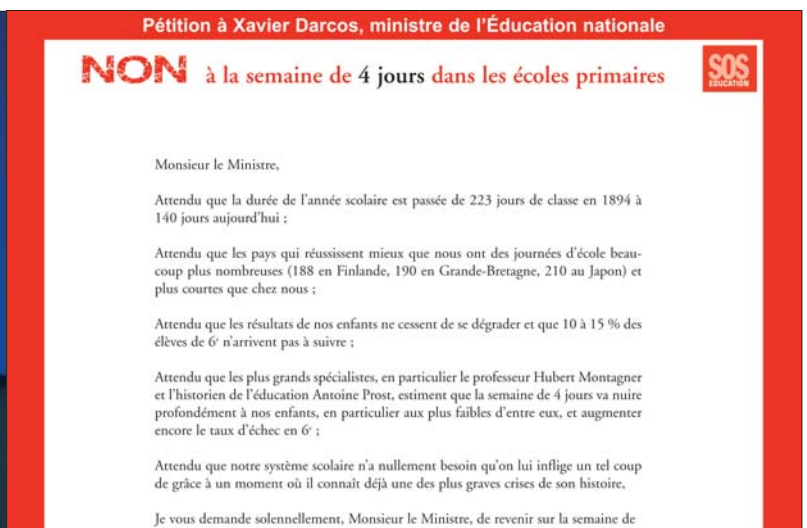
Le combat n'est cependant pas fini : Nicolas Sarkozy a confié le soin de préparer une nouvelle réforme du lycée à Richard Descoings, ancien collaborateur de Jack Lang au ministère de l'Éducation nationale... Le pire est à craindre et les membres de SOS Éducation devront être extrêmement vigilants sur les propositions que ce personnage sera amené à formuler. ■

■ Indépendance

L'indépendance de SOS Éducation ne lui vaut pas que des amis, y compris au ministère où l'on n'a pas compris que l'association soutienne la réforme du primaire, mais critique celle du lycée. La raison en est simple : SOS Éducation n'est guidée que par l'intérêt des enfants, et se soucie fort peu de plaire aux hommes politiques.

► Photo de gauche : Xavier Darcos.

► Photo de droite : la campagne de SOS Éducation contre la semaine de 4 jours a porté ses fruits.



Vous l'avez sur le cœur

Méthode globale génératrice d'illettrés

Je ne comprends pas que la méthode globale interdite soit toujours enseignée. Je suis obligé de combler les lacunes d'une méthode déstructurante en enseignant la méthode syllabique à mon enfant qui a d'excellents résultats en français par rapport à ses camarades. Nous sommes polis, discrets avec les enseignants qui n'hésitent pas à nous interpeller devant tout le monde pour des sujets très personnels. L'autisme de certains enseignants face aux énormes difficultés auxquelles sont confrontés les parents d'aujourd'hui est préjudiciable pour l'avenir de nos enfants et du pays.

M. S.K. par courriel

Réponse de SOS Éducation : bravo et merci d'apporter à votre enfant le soutien dont il a besoin.

Cependant, il faut que vous sachiez que l'Éducation nationale n'oblige pas les enseignants à se servir de la méthode syllabique. Depuis Xavier Darcos, ils ont une totale "liberté pédagogique". C'est à nous de nous assurer qu'un maximum s'en servent à bon escient. Quant au ministre de l'Éducation Gilles de Robien, il a fait des déclarations publiques contre la méthode globale, mais l'arrêté qu'il a signé imposait les méthodes semi-globales, tout aussi néfastes.

Opinion

Je suis très réservée sur l'avenir de l'école publique qui a perdu son prestige. Plusieurs choses m'inquiètent comme la baisse du niveau, le manque d'enthousiasme de certains enseignants qui viennent à l'école presque sans amour du métier et des enfants. Mais aussi, le manque de fermeté face aux problèmes de politesse, de tenue vestimentaire des élèves et parfois même des enseignants. Si l'école ne

joue plus son rôle, qui le fera ? Je me demande même si tout cet abaissement et abrutissement du peuple n'est pas voulu et pensé.

Mme A. E. 35270 Combourg

Campagne

En voyant sur internet qu'on trouve à redire sur vos positions concernant l'exposition « Zizi sexuel », j'ai connu la même situation dans les années 80 quand une amie m'a parlé d'une brochure comportant une bibliographie avec des ouvrages orduriers, véritable supplique pour la majorité sexuelle à 14 ans ; on se demande bien pourquoi.... J'ai voulu faire dénoncer cela à l'époque mais personne n'a bronché. C'était trop impolitiquement correct.

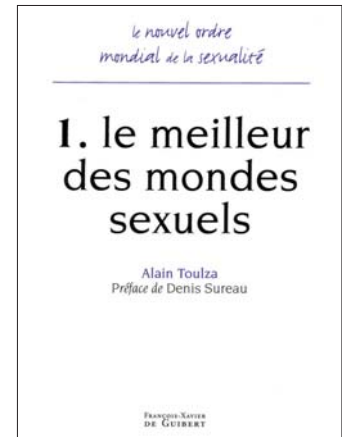
Mme D.P. par courriel

Les programmes délirants du soutien scolaire

Pédopsychiatre spécialisé dans les troubles des apprentissages scolaires, je ne décolère pas depuis la rentrée 2008. Confronté quotidiennement à des enfants en difficulté scolaire, j'avais vu arriver d'un œil favorable la réforme de la semaine de 4 jours dans l'enseignement primaire sachant que la 1/2 journée libérée serait réservée à des cours de soutien aux élèves les plus en difficulté. Je pensais naïvement que ces cours auraient lieu le mercredi ou le samedi matin. Aussi quelle ne fut pas ma surprise de constater qu'à de rares exceptions près (dans des établissements privés) ces cours de soutien étaient dispensés en fin de journée (période où les enfants sont le moins disponibles) ou en fin de matinée, le repas de midi étant dans ces conditions pris avec un lance-pierre (et la disponibilité des enfants guère meilleure en situation d'hypoglycémie)

Dr. V.R. par Courriel

À LIRE



André Toulza, membre de SOS Éducation, consacre dans son nouveau livre, *Le meilleur des mondes sexuels*, de très bonnes pages à l'éducation sexuelle dans les écoles.

Particulièrement édifiant est le rôle des "associations homosexuelles" qui interviennent dans les classes. Le tour de passe-passe est fantastique : deux militants sortis de nulle part créent une association, écrivent dans les statuts qu'ils font de la "prévention sida", et obtiennent à ce titre le droit d'intervenir dans les écoles où ils trouvent un public captif à qui ils diffusent librement leur propagande. Simultanément, ils sollicitent une subvention d'une collectivité territoriale pour leurs "actions de prévention", et peuvent ainsi permettre à des amis de gagner leur vie tout en militant pour leur cause. Éd. F-X de Guibert, 2008, 345 pages, 25 euros.

LA LETTRE DE SOS ÉDUCTION

TRIMESTRIEL D'INFORMATION SUR L'ÉCOLE

ÉDITEUR : SOS ÉDUCTION

ASSOCIATION DÉCLARÉE LOI 1901,

J.O. DU 15 DÉCEMBRE 2001

8, RUE JEAN-MARIE JÉGO - 75013 PARIS

TÉL : 01 45 81 22 67 - FAX : 01 45 89 67 17

SITE : WWW.SOSEDUCTION.COM

COURRIEL : CONTACT@SOSEDUCTION.COM

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : CLAIRE POLIN

ABONNEMENT : 1 AN - 4 NUMÉROS - 4 €

IMPRIMEUR : MÂCON IMPRIMERIE - 22 RUE DU 134^E R.I.

71020 MACON CEDEX 9

ISSN : 1958-1904

CPPAP : 1209 G 89311

8 « pédagogistes » démolisseurs de l'École



LES COULISSES DU POUVOIR
Les pédagogistes, qui inventent les nouvelles méthodes d'enseignement, forment un clan bien soudé. La conviction qui les unit : les millions d'illettrés qu'ils ont fabriqués sont, selon eux, "le signe que l'Éducation nationale n'est pas allée assez loin" dans l'application de leurs idées.

Ils se nomment (de haut en bas) Jean Foucambert, Éveline Charmeux, Roland Goigoux, André Chervel, Pierre Frackowiak, Sylvie Cèbe, Jean-Michel Zakhartchouk, et Philippe Meirieu. Ce dernier, gourou de la bande, distribue les bons et mauvais points, y compris au ministre. Les innovations pédagogiques qui ont abouti en 30 ans à briser l'enseignement en France, c'est eux. La méthode globale, encore eux. "L'élève au centre de l'école", "construisant lui-même ses propres savoirs", aussi. Le collège unique, toujours eux. Ainsi que les IUFM, qui ont remplacé les "écoles normales" - et qui ont cassé la transmission du savoir-faire des anciens instituteurs vers les nouvelles générations de professeurs. À peu près toutes les réformes qui ont mené l'Éducation nationale dans le précipice ont été pensées par ce petit groupe d'idéologues de la mouvance "pédagogue". Leur coterie s'est infiltrée à tous les postes clés de l'institution, au sein de laquelle il est désormais vain d'espérer progresser sans montrer patte rouge, ou rose foncé.

Le parcours de Philippe Meirieu lui-même est significatif

de cette prise de pouvoir. Comme il en témoigne dans son livre *La Machine-École* (éd. Folio-Actuel, 2001), il s'est emparé d'un poste de professeur d'université à la faveur du bazar qui a suivi mai 68. À ce moment-là, n'importe quel hurluberlu pouvait être promu, pour peu qu'il se soit trouvé du bon côté des barricades. Omniprésent dans le débat sur l'École grâce à ce piédestal, il compte davantage, au sein des structures de l'Éducation nationale, que le ministre lui-même.

L'ORTHOGRAPHE

"INSTRUMENT DE SÉLECTION"

Ses plus belles "réussites" : la création en 1990 des IUFM, et celle du Conseil National des Programmes, la même année, qui a détruit l'autorité des Inspecteurs généraux et permis le plus profond changement de notre système scolaire depuis Jules Ferry, avec les résultats que l'on sait.

Mais Philippe Meirieu n'aurait pas eu tant de pouvoir si d'autres membres du "gang des pédagogistes" ne lui avaient pas "renvoyé l'ascenseur", en jouant sur les autres leviers essentiels de l'Éducation nationale :

- La recherche : Jean Foucambert, Evelyne Charmeux et André Chervel ont dominé l'Institut National de Recherche Pédagogique pendant 40 ans. Les deux premiers sont les principaux zéloteurs de la "méthode globale" dont on connaît les résultats (17 % des élèves entrent en sixième sans savoir lire). Le troisième s'est donné pour but de réformer l'orthographe (il veut qu'on fasse

écrire aux enfants : orthographe), qui, selon lui, n'est qu'un moyen pour les classes bourgeoises d'exclure les pauvres. Le 11 mars, il réunissait 300 personnes à Paris pour appeler à la suppression de toutes les consonnes doubles dans notre langue.

- La formation des enseignants : Jean-Michel Zakhartchouk et Roland Goigoux enseignent en IUFM, tandis que Sylvie Cèbe est directrice-adjointe de celui de Lyon, fondé et dirigé jusqu'en 2006 par Philippe Meirieu. Éveline Charmeux a elle aussi longtemps été maître d'IUFM. Quoi de plus pratique, pour diffuser les nouvelles méthodes, que de contrôler directement les endroits où sont formés, et surtout sélectionnés, les futurs enseignants ?

- Le contrôle des carrières des enseignants, par le biais des inspections : Pierre Frackowiak est inspecteur - et responsable du syndicat SI-EN UNSA du Nord... Co-signataire d'un livre sur l'éducation avec Philippe Meirieu, il s'est illustré en septembre 2006 en déclarant sur France 2 au ministre de l'Éducation qu'il n'appliquerait pas sa réforme de la lecture. Le ministre n'a osé aucune sanction - pas même un avertissement - pour cette atteinte caractérisée à son devoir de fonctionnaire.

"Les parents, les professeurs de bon sens n'en peuvent plus de cette tyrannie, dont leurs enfants font les frais", estime Vincent Laarman, délégué de SOS Éducation. "La révolte gronde, et le ministre de l'Éducation ne serait ni juste, ni sage, de faire mine de l'ignorer." ■